

“L’Afrique que nous voulons”

Quoique indubitablement le continent le plus pauvre du monde, l’Afrique reste paradoxalement le continent le plus riche en ressources naturelles et humaines.

Mais oui, **“il n’y a pas de fumée sans feu” et l’extinction de ce dernier demande la souplesse et la rapidité, sinon il embrase même le reste des biens.** La pauvreté de mon cher continent est la conséquence directe de plusieurs sérieux problèmes **dont la prise de conscience et la résolution immédiate pourraient transformer immédiatement le continent en Eldorado.** En effet, **la mauvaise gouvernance politique, économique et sociale de presque tous les dirigeants africains, l’absence d’une vision d’une Afrique- Etat, les lourdes dettes chroniques extérieures et la corruption sont notamment à l’origine de** la pauvreté du continent africain.

Ainsi, connaissant les problèmes qui empêchent notre Afrique de se développer, **que faire pour que d’ici en 2063 nous ayons une Afrique que nous voulons, c’est - à - dire une Afrique “riche”, “développée”?**

Premièrement, il faut que tous les dirigeants de l’Afrique **“riche”** que nous voulons fassent preuve, dès maintenant, **d’une bonne gouvernance politique** en réussissant bien entendu les alternances politiques. Ceci leur permettra d’acquérir une stabilité démocratique qui permettra à son tour leur concentration sur les problèmes qui hantent leurs économies. Les alternances politiques échouées ont toujours été l’une des raisons qui font que le continent reste pauvre économiquement.

En effet, elles engendrent des guerres qui font perdre le temps de développer le continent en devenant une préoccupation. Aussi, à cause d’elles, beaucoup de fonds publics sont mobilisés pour restaurer la paix et beaucoup d’investisseurs étrangers et nationaux sont obligés de fuir et de délocaliser leurs capitaux; causant ainsi la carrence de devises et d’emplois. Or, tous ces fonds et capitaux perdus devraient être investis dans d’autres activités économiques.

Ainsi donc, pour résoudre ce problème d’instabilité politique, il faut d’abord la volonté de chaque chef d’Etat africain car **“vouloir c’est pouvoir”**.

Ensuite, il faut que chaque gouvernant africain organise des états généraux lors desquels seraient exposées et débattues démocratiquement toutes les revendications du peuple. Ceci ne permettrait-il pas en effet d’engager la reconnaissance des torts et les réparations juridiques qui réconcilient en pansant les blessures, en éliminant les rancunes et en restaurant la confiance? Aussi, cela ne ferait-il pas ressortir la nécessité de l’interdépendance et de la diversité politique et idéologique?

En outre, après ces états généraux, chaque gouvernant africain pourrait adopter un pouvoir inclusif qui consisterait à s’assurer que tous les politiciens et citoyens marginalisés ou exclus soient parties prenantes dans le processus de développement socio-économique du pays ou du continent. Après cela, il faudrait qu’il y ait un sérieux système de suivi et de contrôle tant national que continental de la gestion d’Etats africains par leurs dirigeants.

En effet, je proposerais que tous les chefs d’Etats africains (L’Union Africaine) s’asseyent ensemble et qu’ils mettent en place un Organe Continental indépendant chargé d’Observation des Actions Gouvernementales et d’Appui à la Bonne Gouvernance Continentale (OCOAG-ABGC). Comme ça, s’il arrivait que un des chefs d’Etats africains fasse preuve de mauvaise gouvernance politique, économique et sociale, cet Organe pourrait étudier sa question et enfin décider, sous l’égide d’autres chefs d’Etats africains, son sort.

Parallèlement, il faut aussi que dans chaque pays africain le peuple réclame la mise en place d’un Organe National indépendant qui peut l’aider à accomplir la mission d’observer et de contrôler toutes les actions gouvernementales et qui peut travailler en synergie avec l’Organe Continental. Ainsi, le peuple peut demander le compte-rendu des actions gouvernementales à ces deux organes à tout moment. Et selon leur rapport, il peut, soutenu par l’Union Africaine et les deux organes, décider de changer ou de maintenir au pouvoir le chef de l’Etat. Mais il faut que ces deux organes aient un pouvoir sur les gouvernements, que ceux-ci les reconnaissent et qu’ils soient soutenus par l’Union Africaine.

Il faut désormais aussi que le peuple africain change de mentalité et qu'il comprenne qu'il doit apprendre à sanctionner ses leaders politiques par « un vote sanction » derrière lequel il n'y a pas de fraude ou de corruption de tous genres. Et s'il est trahi après son vote, il doit sortir manifester contre la mauvaise gestion de ses Etats par les gouvernements. Il faudrait que ceux-ci sentent une menace pour changer les choses. Peuples africains, sachez que le pouvoir d'élire vos Présidents que vous avez, vous permet aussi de démettre de leurs fonctions ces derniers sans passer par les parlementaires ou sénateurs. Ceux-ci sont souvent les membres des partis politiques des chefs d'Etats et ainsi ils ne peuvent leur rien faire.

Enfin, pour réussir la bonne gouvernance politique et favoriser ainsi la paix, premier facteur du développement, il faut que l'Union africaine mette en place une Cour Pénale Africaine (CPA) qui pourrait juger les dirigeants africains auteurs des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre, souvent provoqués par des alternances politiques échouées. La mise en place de cette juridiction pénale africaine permettrait par ailleurs de divorcer avec la CPI qui, à cause de son impartialité, ne cesse de poursuivre en grande majorité que les dirigeants africains accusés de crimes contre l'humanité alors que sous d'autres cieux des cas plus atroces se produisent sous ses yeux.

Deuxièmement, parlant des résolutions économiques que tous les dirigeants africains doivent adopter pour très vite développer l'Afrique que nous voulons en 2063, je crois que les mesures suivantes sont à prendre sans tergiverser:

1. Refuser désormais tout marché d'exploitation et de transformation des matières premières agricoles et minières aux sociétés étrangères pour les exploiter et les transformer nous - mêmes sur place car ces multinationales n'apportent pas grand-chose à l'économie africaine. Elles profitent d'une main d'œuvre africaine abondante et moins chère et une faible pression fiscale pour réaliser de gros chiffres d'affaires au détriment de nos Etats. Et le plus souvent elles ne transforment pas leur produit sur place, produit qui sera revendu aux africains beaucoup plus chère après transformation à l'extérieur. Cette résolution sous-entend aussi la création de beaucoup d'industries manufacturières (minières et agroalimentaires) pouvant générer beaucoup d'emplois pour des milliers de jeunes africains au chômage et des revenus pour les Etats. Ces derniers, parfaitement gérés, permettraient de payer les dettes extérieures et d'investir dans d'autres domaines générateurs de revenus.

2. Moderniser l'agriculture et l'élevage à des fins de consommation, de commercialisation et de transformation. Les gouvernants africains doivent comprendre que ce n'est pas avec la houe et la daba que l'Afrique peut se rendre autosuffisante alimentaires et qu'un homme qui a faim ne pense pas et ne se développe pas.

3. Créer un libre marché commun pour y écouler les produits manufacturés sur place. Ceci permettrait la diversité et l'augmentation des produits qui permettraient à leur tour l'augmentation du pouvoir d'achat du peuple africain.

4. Créer, à part la Banque Africaine de Développement, un autre Fonds Monétaire Africain (FMA) pour appuyer le développement socioéconomique du continent. Ce fonds permettrait d'abord des prêts à faible taux d'intérêt au détriment de ceux de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International accordés avec un taux d'intérêt élevé et spéculations diverses. Ensuite, il financerait la construction d'infrastructures (voies ferrées et routes reliant les capitales africaines) qui rendrait possible le marché commun.

5. Créer la monnaie africaine (L'AFRICA) pour faire face à la puissance de la monnaie étrangère.

6. Lever les entraves à la libre circulation intra-africaine en supprimant les exigences de visa voire de passeports contribuerait à une augmentation d'activités économiques. En effet, cela encouragerait le commerce, le tourisme, et les investissements entre pays africains. Mais pour que cette libre circulation ne puisse pas occasionner l'immigration accrue pouvant entraîner la phobie envers les étrangers et la fuite de cerveaux dans les pays les plus pauvres, les dirigeants africains doivent définir les critères régissant cette ouverture des frontières, notamment fixation d'une période de séjour pour un touriste, demande de preuves de capacités d'investissement et de création d'entreprise à l'endroit du demandeur de droit de résidence et extradition immédiate en cas de non conformité aux critères préétablis.

7. Mettre en place un Fonds National et/ou Continental d'Appui à la Création d'Emplois pour la Jeunesse africaine (FONACEJA ou FOCOCEJA) au chômage. Ainsi, cela pourrait réduire le nombre de jeunes qui émigrent incessamment en Europe ou ailleurs. Ils auraient les prêts à rembourser avec un faible taux d'intérêt.

Troisièmement, pour avoir l'Afrique développée que nous voulons, il faut que les dirigeants africains rectifient le tir sur la façon dont ils peuvent efficacement développer socialement leurs pays. Je proposerais en premier lieu que tous les chefs d'Etats garantissent l'éducation primaire et élémentaire gratuite et obligatoire. Ceci réduirait le nombre d'analphabètes et favoriserait les connaissances de base utiles pour lancer de petites activités génératrices de revenus. Parallèlement, il faut qu'ils changent les systèmes éducatifs actuels pour les adapter aux réalités du monde actuel et à l'évolution des sociétés africaines. Il faut en effet qu'ils favorisent beaucoup plus l'enseignement technique et professionnel nécessaire pour lancer son propre entreprise.

En deuxième lieu, pour se doter de beaucoup de mains d'oeuvres hautement et techniquement qualifiées, il faut que ces chefs d'Etats africains se mettent ensemble et construisent 4 grandes universités d'excellence panafricaines dans les 4 coins du continent (chacune dans chaque coin), avec comme facultés d'Entrepreneuriat, de Technologie et de Médecine. La création de ces 4 institutions diminuerait les longues distances que pourraient faire les chercheurs ou étudiants africains. Par ailleurs, pour que ce projet soit possible, je proposerais que les gouvernants africains créent un Fonds d'Appui à l'Education Universitaire Panafricaine (FAEUP) qui financerait la création et le fonctionnement desdits 4 établissements universitaires d'excellence et qui servirait aux prêts de bourses d'études remboursables après les études et l'obtention d'emplois par les demandeurs. L'obtention du travail serait facilitée par le FONACEJA ou le FOCOCEJA ci-haut suggéré.

En troisième lieu, les chefs d'Etats africains doivent développer les infrastructures en construisant beaucoup de routes et voies ferrées reliant les capitales africaines. Ceci faciliterait la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes.

Quatrièmement, les dirigeants africains devraient avoir une vision de l'Afrique-Etat. Ils devraient penser ainsi à la création des Etats- Unis d'Afrique(EUA) avec un seul président et un seul gouvernement. Ceci ne ferait-il pas de l'Afrique une puissance économique, politique et sociale qui concurrencerait les USA et l'Union Européenne?

Enfin, pour atteindre le développement effectif du continent africain, il faut que les chefs d'Etats africains fassent feu de tout bois pour lutter contre **la corruption** car beaucoup de fonds publics sont détournés au lieu d'être utilisés pour d'autres fins économiques. Pour y arriver, il faut d'abord mettre en place des organes indépendants de dénonciation de tous cas et tentative de corruption. Ensuite, il faut durcir les sanctions contre le corrompu et le corrupteur et donner les moyens matériels et financiers nécessaires aux agents des pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire de tel sorte qu'ils ne soient plus corruptibles pour de l'argent. Par ailleurs, la meilleure façon de lutter contre la corruption est le développement économique du continent sinon la pauvreté restera toujours la cause de ce fléau.

En guise de conclusion, je tiens à rappeler que pour que nous ayons une Afrique riche et développée d'ici en 2063, la paix favorisée par les alternances politiques réussies, la nationalisation des diverses multinationales, le développement de l'industrie manufacturière et des infrastructures, la modernisation de l'agriculture, la libéralisation du marché intra-africain, la création de la monnaie africaine, le paiement et l'évitement des dettes chroniques extérieures ,le développement de l' enseignement technique et professionnel et la lutte efficace contre la corruption restent les principales et indéniables résolutions que les dirigeants africains doivent adopter sans tarder.

Aussi, la création des États-Unis d'Afrique(EUA) ne délivrerait-elle pas ce continent de la misère et de la souffrance ?

